

PREVENTION ET CITOYENNETE

SURETE ET CITOYENNETE SONT INTIMEMENT MELEES, SI L'ON VEUT RETABLIR LA PREMIERE IL FAUT FAIRE VIVRE LA SECONDE

L'insécurité est une injustice que des personnes font subir à d'autres. Là où elle est une réalité quotidienne ceux qui la combattent ont besoin d'être soutenus à tout niveau. Il faut valoriser et faire connaître les propositions que ces acteurs dans la vie quotidienne ont à formuler, des solutions qu'ils ont expérimentées ? Il est grand temps que ceux qui affrontent quotidiennement l'insécurité interviennent dans cette lutte pour une tranquillité publique, un bien être de chacun et de la collectivité locale, départementale et nationale.

Mieux que quiconque, les habitants des cités ou des quartiers savent que la misère économique et sociale est la principale cause de la violence et de la délinquance, même si plus personne n'ose le dire. Ils savent également que le manque de moyens et de formation rend certains agents de police cruellement inefficaces. Ils sont les premiers à reconnaître aux parents un rôle vital dans l'apprentissage des devoirs et des obligations sur lesquels repose toute éducation.

Mais, ceux qui vivent l'insécurité savent aussi que pour éradiquer ce fléau, il faudra, parallèlement aux projets de centres fermés pour délinquants mineurs, de brigades de police et de sanctions pénales à l'encontre des parents défaillants, des pistes de travail, des dispositifs qui impliquent à la recherche de solutions les principaux intéressés, et au premier chef les jeunes, en les associant à leur élaboration et à leur mise en œuvre.

FAIRE DES CITOYENS « DES RESPONSABLES » DES CONDITIONS DE VIE DANS LEURS LIEUX DE VIE.

Lorsque dans la cité des personnes se réunissent dans les halls d'immeubles, fument des « pétards », rigolent et font du bruit, à la longue, tous les habitants sont exaspérés. Lorsque d'autres réveillent une rue entière avec leurs mobylettes ou pire, brûlent des poubelles voire des voitures, les gens appellent la police qui ne vient pas ou en venant déclenche des incidents plus grave encore. Voilà la réalité.

Alors, comment la changer, comment apporter une réponse immédiate à tous ceux qui vivent cette situation ? Bien sûr, lorsqu'un délit est commis, les interventions de la police et de la justice sont indispensables, mais ces institutions ne sont pas en mesure, à elles seules, de réduire l'intensité de la violence. Or, nous sommes dans l'urgence. L'idée est donc de confier une responsabilité à tous ceux qui du fait de leur expérience ou de leur statut dans la cité, peuvent intervenir immédiatement, dans la cohérence et avec efficacité, sur toutes les formes de violences et d'incivilités : leur autorité (*des agents de médiation sociale et urbaine, des correspondants ville, des responsables associatifs, des éducateurs spécialisés, des animateurs socioculturels, acteurs sociaux ou autre*) et leur crédibilité peuvent produire des effets considérables sur le comportement des délinquants. Connus et reconnus, respectés par les uns et par les autres, ils sont un recours permanent et accessible à tous ceux qui souffrent de l'insécurité.

Si dans chaque « cité », des habitants jeunes et adultes, filles et garçons identifiés se voient confier cette responsabilité, les résultats ne se feront pas attendre. On pourrait ainsi créer un numéro vert servant de relais entre eux et les habitants à chaque fois qu'un incident éclate. Cette démarche se veut totalement contraire à la celle qui a été plutôt un échec des grands frères eux-mêmes souvent des anciens délinquants, qui étaient sans un vrai statut, aucune formation et aucune réelle reconnaissance.

REDONNER AUX PARENTS LA CREDIBILITE INDISPENSABLE POUR QU'ILS PUISSENT EDUQUER ET ENCADRER LEURS ENFANTS.

Nombreuses sont les familles où des parents rencontrent de réelles difficultés. Certains, originaire de pays étrangers, se heurtent à l'obstacle de la langue française, nombreux sont en outre totalement dépourvus de repères face aux institutions, à l'école ou tout simplement aux pratiques sociales. **Les parents sont néanmoins détenteurs de savoir et de savoir-faire auxquels il faut donner toute leur place.** Il est indispensable de leur restituer pleinement leur légitimité d'adulte, multiplier les actions de soutien à leur « parentalité » en valorisant dans un premier temps leurs pratiques sociales et culturelles, l'importance de leur place dans l'éducation de leurs enfants et dans le développement local. C'est seulement par ce moyen qu'ils pourront retrouver leur statut de parents et jouer pleinement leur rôle d'éducateur premier de leurs enfants.

L'ELOIGNEMENT UTILE DES DELINQUANTS MINEURS

Il est clairement des situations où les jeunes délinquants doivent être arrêtés et éloignés de l'univers de violence qui est devenu leur unique repère.

L'éloignement peut changer profondément le parcours d'un jeune délinquant à condition qu'il sorte radicalement de son cadre de vie quotidien.

En impliquant ces jeunes, sous le coup d'une mesure privative de liberté, dans la réalisation de chantiers ou de programme d'aide dans et en accord avec des pays en voie de développement, on provoque chez eux la coupure salutaire dont ils ont besoin.

Ce type d'expérience a déjà montré les changements profonds que provoque chez ces jeunes la confrontation avec des hommes et des femmes qui, dans des conditions de vie autrement plus difficiles, se battent dans la dignité et le respect pour s'en sortir. Ces éloignements doivent s'effectuer en accord avec des pays tiers, des collectivités territoriales, des associations, dans le cadre de partenariat d'objectifs permettant de construire des programmes utiles et nécessaires aux divers développements locaux durables dans des zones notamment rurales.

L'éloignement devient alors une « **punition utile** » qui peut changer la trajectoire d'une vie.

Des propositions comme celle-ci, nourries d'expériences et de réussites concrètes dans le combat contre l'insécurité, nous voulons les faire émerger avec force dans le débat sur cette cruciale question de société et face à cette déferlante sécuritaire. L'enjeu est trop important, les besoins de solutions trop urgents, pour laisser la question de la sécurité aux seuls démagogues de la tolérance zéro. Ce fléau est l'affaire de tous et peut-être surtout des jeunes qui le subissent tous les jours, laissons les prendre leurs responsabilités, associons les à la création de solutions qui marchent. En effet tant d'expériences associatives et citoyennes avec des résultats concrets nous permettent d'affirmer que :

Sûreté et citoyenneté sont intimement mêlées, si l'on veut rétablir la première il faut faire vivre la seconde.

Mamadou KEITA

Président de

- **Association Nationale pour la Citoyenneté et la Prévention (A.N.C.P) site : www.jsst.fr**
- **Association Les Ateliers Citoyens**